



**RAPPORT D'ACTIVITÉS 2005-2007  
VERSION FINALE**

**COALITION DES TABLES RÉGIONALES D'ORGANISMES  
COMMUNAUTAIRES (CTROCs)**

**ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE  
LE JEUDI 17 MAI 2007**

## LISTE DES ACRONYMES

ADQ	Action démocratique du Québec
Agence	Agence de la santé et des services sociaux
AGA	Assemblée générale annuelle
AGR	Assemblée générale régulière
CA	Conseil d'administration
CAACA	Comité aviseur de l'action communautaire autonome
CDC Laval	Corporation de développement communautaire de Laval
CSS	Coalition solidarité santé
CGR	Conseil de gestion du réseau
CROC-AT	Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue
CSSS	Centre de santé et de services sociaux
CTROCs	Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires
MAC BSL	Mouvement action communautaire Bas-St-Laurent
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
NPD	Nouveau parti démocratique
OCASSS	Organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux
PDG	PrésidentE directeur/trice généralE
PLC	Parti libéral du Canada
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
PSOC	Programme de soutien aux organismes communautaires
QS	Québec solidaire
RIOCM	Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal
ROC-03	Regroupement des organismes communautaires du Québec
ROC-Estrie	Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie
ROC-GÎM	Regroupement des organismes communautaires Gaspésie – Îles de la Madeleine
ROCL	Regroupement des organismes communautaires des Laurentides
ROCs	Regroupement des organismes communautaires
RQIIAC	Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en centre de santé
SACAIS	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
SOC	Soutien aux organismes communautaires
SSS	Santé et services sociaux
SSSS	Système de santé et de services sociaux
TNCDC	Table nationale des Corporations de développement communautaire
TROC-02	Table régionale des organismes communautaires du Saguenay – Lac-St-Jean
TROC	Table régionale des organismes communautaires de la Côte-Nord
TROC-10	Table régionale des organismes communautaires du Nord du Québec
TROCAO	Table régionale des organismes communautaires autonomes de l'Outaouais
TROCCA	Table régionale des organismes communautaires de Chaudière – Appalaches
TROC-CQ/M	Table régionale des organismes communautaires du Centre du Québec et de la Mauricie
TROCL	Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière
TROCM	Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie
TROCs	Table régionale d'organismes communautaires
TRPOCB	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, santé et services sociaux

# COALITION DES TROCS

## RAPPORT ANNUEL DU PLAN D'ACTION 2005-2007

### MISSION

La Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires est un lieu d'analyse, d'action sociale et politique, notamment en regard de l'organisation liée au réseau public de la santé et des services sociaux et de ses impacts sur la population et les organismes communautaires autonomes. Elle a pour mission de regrouper les TROCs/ROCs du Québec afin de favoriser la collaboration, la concertation et l'échange, ceci dans une optique de soutien au développement des organismes communautaires autonomes.

### OBJETS DE LA CHARTE

1. Regrouper les Tables régionales d'organismes communautaires (TROCs) intervenant en santé et services sociaux ;
2. Favoriser la collaboration, la concertation et l'échange entre les TROCs de toutes les régions du Québec ;
3. Représenter ses membres auprès de la population en général et des instances gouvernementales ;
4. Soutenir le développement des organismes communautaires autonomes ;
5. Développer un lieu commun de partage de l'information et des analyses, notamment en ce qui a trait aux transformations du réseau de la santé et des services sociaux et des impacts sur la population du Québec et sur les organismes communautaires autonomes ;
6. Faire connaître la nécessité de balises nationales au soutien et à la reconnaissance des organismes communautaires autonomes ;
7. Promouvoir un réseau de la santé et des services sociaux public, universel, accessible et gratuit.

### MISE EN CONTEXTE

Suite aux échanges et discussions survenus lors de la rencontre nationale de février 2005 tenue à Montebello, les membres de la Coalition des TROCs ont convenu de se doter, pour la première fois, d'un plan d'action s'échelonnant sur une période de deux ans. L'objectif d'un plan d'action bi-annuel est de permettre à la Coalition des TROCs de se donner une vision de développement à plus long terme, tout en permettant les ajustements nécessaires, en cours de route, afin de tenir compte des mouvances de la conjoncture sociale et politique. Il est maintenant temps de faire le point sur ces deux années passées, empreintes de rebondissements politiques, de changement de permanence, d'insuffisance financière mais fortes de 16 TROCs engagées, convaincues que l'avancement d'un mouvement se fait de façon solidaire.

Le plan d'action 2005-2007 de la Coalition des TROCs est en concordance avec les éléments suivants :

- La plate-forme de revendications communes de la CTROCs
- La mission de la CTROCs
- Les objectifs poursuivis par la CTROCs
- Le bilan des actions menées au cours de l'année 2004-2005
- Les constats faits par les membres lors des rencontres nationales tenues en 2004-2005

### **Un constat interne – une situation financière précaire**

La situation financière précaire de la CTROCs a des conséquences sur l'application du plan d'action de la CTROCs. Le salaire et contributions, et les dépenses en frais de déplacement sont sans aucun doute les deux postes budgétaires qui accaparent le plus les finances. Les frais de déplacement sont très onéreux à la CTROCs car cette dernière regroupe 16 TROC/ROCs de régions administratives différentes du Québec. Par exemple, lorsqu'un comité de travail se rassemble, il faut souvent compter en moyenne de 500 à 800 \$ juste en frais de déplacement. À ceci, nous ajoutons les frais des rencontres nationales, les frais de secrétariat et de la présidence d'assemblée, les frais de comptabilité à la CTROCs et les dépenses courantes. De plus, lors des trois assemblées générales des membres, les TROCs/ROCs assument une grande partie des frais de déplacement, ce qui n'est pas comptabilisé dans nos dépenses mais influence sur la participation et l'implication des régions et pèse lourd dans le budget des TROCs/ROCs.

Depuis les dernières années, un surplus accumulé nous permettait d'éponger les déficits de certains postes budgétaires mais ce surplus est écoulé. Les changements survenus dans le réseau de la santé et des services sociaux demandent une implication accrue des membres et imposent une adaptation qui sollicite temps et investissement. Nous n'avons plus les moyens d'engager des contractuels pour effectuer des projets qui allégeraient la tâche de la coordination.

La CTROC est encore et plus que jamais en situation précaire. Pour l'année à venir, nous épuiserons entièrement le surplus que nous avons accumulé en 2003, dû à une période sans permanence. De plus, la CTROCs fonctionne avec une seule permanence ; elle a donc nécessairement besoin de l'aide des comités et du conseil d'administration pour réaliser le plan d'action, ce qui augmente évidemment les frais. En l'occurrence, la CTROCs a été dans l'obligation de donner priorité à un seul objectif de son plan d'action. Ensuite, dans l'optique d'altérer le moins possible le fonctionnement de la CTROCs, nous avons révisé et coupé dans plusieurs postes budgétaires, et ce pour une seconde année consécutive. Il est urgent que la CTROCs augmente son financement de base à la mission. En ce sens, nous avons besoin de 81 175 \$ supplémentaires en financement récurrent à la mission, pour un total de 159 175 dollars. Cette somme servirait en premier lieu à la concertation, soit à assumer les multiples frais de déplacements de la Coalition des TROCs, puis à engager une seconde personne à temps plein, en y ajoutant les frais pour la location et l'achat d'équipements de bureaux.

## **PRIORITÉS**

Le plan d'action 2005-2007 s'articule autour de quatre blocs principaux, soit :

- La reconnaissance et le financement des OCASSS et de l'ACA
- La vie associative
- Les représentations
- L'organisation du travail

## OBJECTIF GÉNÉRAL

PRÉSERVER LES ACQUIS RÉGIONAUX ET NATIONAUX ET FAIRE DES GAINS EN LIEN AVEC L'AUTONOMIE, LA RECONNAISSANCE ET LE FINANCEMENT À LA MISSION DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

LA RECONNAISSANCE ET LE FINANCEMENT DES OCASSS ET DE L'ACA

### OBJECTIF PRIORITAIRE

À la rencontre nationale de février 2006, les membres de la CTROCs ont décidé d'établir des priorités. Cette décision cible l'objectif 4, lequel s'articule autour de deux comités majeurs : les déléguées au *Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en santé et services sociaux*, et le Comité mobilisation, également responsable de l'activité médiatique.

FAIRE DES GAINS RÉELS ET SIGNIFICATIFS EN LIEN AVEC LES REVENDICATIONS DES OCASSS. POUR CE FAIRE, NOUS UTILISONS DEUX AXES D'INTERVENTION :

- 1) POURSUIVRE LES NÉGOCIATIONS AVEC LE MSSS, EN CONFORMITÉ AVEC LES POSITIONS DE LA CTROCs ;
- 2) METTRE EN PLACE DES STRATÉGIES PERMETTANT L'AVANCEMENT DES REVENDICATIONS DES OCASSS.

### RÉALISATIONS

#### DES DÉLÉGUÉES AU COMITÉ SUR LA VALORISATION ET LA CONSOLIDATION DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Les déléguées au *Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en santé et services sociaux* ont poursuivi les travaux sur l'harmonisation des pratiques avec le MSSS, plus particulièrement pendant la période hivernale.

Premièrement, une période de latence s'est installée de juin à décembre dû en partie au changement de personnel à l'intérieur du MSSS. Après quelques demandes allant dans le sens de la reprise des travaux qui sont demeurées lettres mortes, la CTROCs et la TRPOCB se rencontrent le 16 octobre. Nous décidons, suite à un mandat de la CTROCs voté en AGR, d'initier une campagne de lettre conjointe. Cette démarche avait pour but de démontrer l'appui des groupes face aux travaux du *Comité sur la valorisation et la consolidation*

*de l'action communautaire* et à nos revendications. Suite à cela, une proposition de rencontre survient de la part du MSSS. Une réunion avec le personnel administratif aura lieu en décembre.

À la fin octobre, une consultation a été effectuée dans les régions afin d'actualiser le tableau sur l'indexation pour 2006-2007, d'avoir des détails concernant les engagements financiers des agences, de savoir s'il y a de nouvelles exigences en matière de reddition de comptes de la part de ces dernières et savoir s'il y a encore des organismes considérés en dédoublement. Cette compilation nous a bien servis car nous avons constaté que beaucoup d'inégalités existent entre les régions en matière de financement, mais aussi au niveau des mécanismes et de la provenance

des allocations. De plus, il y a bel et bien de nouvelles exigences en ce qui concerne la reddition de comptes.

Le 9 novembre, les déléguées de la CTROCs se rencontrent à Québec dans le but de définir une stratégie en vue de la reprise des travaux avec le MSSS. De cette consultation ressort un document visant à camper nos revendications, présenter les

orientations au MSSS, identifier les enjeux et les opportunités et enfin, à définir une stratégie selon chaque aspect de nos revendications. Ce document est fort pertinent. Nous n'avons pas eu le temps de le présenter adéquatement aux membres mais il guide les actions des déléguées.

Maintenant, voyons les différents dossiers portés par la CTROCs :

### Reddition de comptes

En avril 2006, le fruit du travail du sous-comité sur la reddition de comptes est déposé au comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire qui, toutefois, ne fait pas consensus. La divergence est liée à l'exigence du nombre de personnes rejointes par type d'activité (nombre de personnes rejointes par activités grand public, de groupe et individuelles). La CTROCs s'oppose aux trois types de statistiques demandés aux groupes de base et au fait que ce document sera publié avant la fin des travaux d'harmonisation. Ces statistiques de participation campent dans une logique de gestion des résultats qui ne s'applique pas au financement à la mission. L'importance de notre position se confirme par l'imposition d'exigences, de certaines agences concernant la reddition de comptes liées au financement à la mission qui ne sont pas respectueuses des éléments convenus.

Le 7 décembre 2006, une rencontre a lieu entre les huit délégués du communautaire et les fonctionnaires du MSSS. Un des objectifs de cette rencontre est de trouver une position commune sur la question de la reddition de comptes. La CTROCs accepte

que les statistiques pour le nombre de personnes rejointes par activités grand public soient demandées indépendamment des deux autres catégories afin d'obtenir un portrait plus juste et conforme de la réalité.

Lors de la rencontre avec le *Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en SSS* le 9 février 2007, les délégués de la CTROCs s'attendent à voir une modification en faveur de notre position émise en décembre. Mais le MSSS dépose le même document de travail que celui d'avril 2006, sans changement. Devant nos réticences liées aux risques de transgression, un ajout est proposé visant à limiter les éléments exigés à ceux de la liste énumérée dans le document de travail initial.

Après consultation auprès des membres en AGR, ces derniers confirment que malgré l'ajout proposé, trop de craintes subsistent quant à l'utilisation de ces données. Ce qui fait qu'au sortir de cette rencontre, une lettre est envoyée à la sous-ministre adjointe lui demandant d'enregistrer l'absence de consensus au sujet du nombre de personnes rejointes.

### Sous-comité sur les modes de financement

Une rencontre de travail a eu lieu le 5 mai 2006 entre les déléguées du communautaire et les fonctionnaires de MSSS suite au dépôt

de la part du MSSS d'un document sur le soutien financier des organismes communautaires et OBNL. Suit, le 12 mai,

une rencontre en vidéo-conférence qui porte essentiellement sur une mise au point des processus et sur la proposition des modes de financement. Suite à cette rencontre, le MSSS devait proposer un libellé de mandat. Nous avons aussi la latitude d'en proposer un, ce que nous avons fait. Le 21 septembre, en collaboration avec la TRPOCB, et après

consultation, un libellé est envoyé au MSSS. Il devait être adopté par le *Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en SSS* le 9 février mais le MSSS nous proposait autre chose, qui fut finalement adopté puisque l'esprit en était respecté. Le sous-comité se rencontrera en mai et en juin.

### Rehaussement du financement à la mission des organismes

Nous avons enfin obtenu l'ajout du dossier concernant le financement au plan de travail du *Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en SSS*, qui portera autant sur les mécanismes que sur le rehaussement du financement. Cependant, il semble que le MSSS veut régler toutes les autres questions avant de parler de financement. L'échéancier prévoyait l'amorce des travaux en septembre 2007, ce à quoi les membres de la CTROCs ont réagi. Nous avons donc demandé, par lettre, que les discussions sur le rehaussement du financement débutent ce printemps. Cependant, en raison de répercussions sur les travaux du comité, l'échéancier initial sera maintenu.

Suite à l'envoi de cette lettre, et de celle portant sur la reddition de comptes, une demande de rencontre nous est adressée de la part de la sous-ministre afin de discuter de nos positions et de leurs possibles répercussions sur le *Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en SSS*. Cette rencontre, qui a eu lieu en avril dernier, a soulevé l'importance du respect des processus qui, pourtant, demeurent encore confus pour les déléguées de la CTROCs. Il semble que notre volonté de traiter la question du financement dans les plus brefs délais demeurera exclue pour le printemps 2007.

### Cadre de référence sur les ententes relatives aux réseaux locaux de services

Le 11 avril, madame Ghislaine Samson-Saulnier, du bureau de Roger Paquette au MSSS, convoque la CTROCs et la TRPOCB pour la présentation du document *Cadre de référence sur les ententes relatives aux réseaux locaux de services*. Ce document, élaboré à la demande des CSSS, vise à guider les ententes avec les différents acteurs locaux dans la construction de leur réseau local respectif. Madame Samson-Saulnier demande de valider le document. En contrepartie, nous pouvons apporter nos commentaires, ajouts ou autres.

En rencontre nationale, des modifications d'assouplissement sont proposées par les membres. Ces assouplissements visaient notamment à ne pas obligatoirement intégrer les OCASSS dans la constitution des réseaux locaux. Le document final intégrera seulement une partie de nos propositions.

Nous n'avons pas validé le document, compte tenu qu'un document existe déjà : *Organismes communautaires les ententes à convenir avec les instances locales*. Celui-ci a été élaboré par un vrai processus de consultation et demeure notre document de base, malgré le fait que des cadres de référence se négocient actuellement dans

certaines régions et que des balises existent, bien au-delà de ce qui figure à l'intérieur du

document en question.

### Dates

Huit conférences téléphoniques entre les déléguées du comité : le 13 avril 2006, le 11 mai 2006, le 7 juin 2006, le 5 et 19 septembre 2006, le 25 janvier 2007, le 7 février 2007, le 13 mars 2007.

Trois rencontres entre les déléguées du comité : le 11 septembre 2006 avec le CA de la CTROCs, 9 novembre 2006 à Québec et quelques déléguées pour une rencontre de travail le 19 décembre 2006.

Cinq rencontres entre les déléguées de la TRPOCB et de la CTROCs au Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en SSS : le 1<sup>er</sup> mai et 16 octobre 2006 à Montréal, une conférence téléphonique le 14 novembre 2006, le 7 décembre 2006 à Québec et le 9 février 2007, en préparation des rencontres avec le MSSS.

Une rencontre entre la partie administrative et les déléguées communautaires au Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en SSS : le 7 décembre 2006 à Québec

Cinq rencontres entre tous les membres du Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en SSS : conférences téléphoniques le 27 avril et le 11 mai 2006, en vidéo-conférence le 5 et le 12 mai 2006 à Montréal et une rencontre le 9 février 2007 à Québec

## RÉALISATIONS

### PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE DE MOBILISATION ET PLAN D'ACTION MÉDIATIQUE

Lors de la rencontre nationale de février 2006, nous avons décidé de donner priorité au rehaussement du financement des OCASSS. Suit une lettre adressée au Premier ministre et au ministre de la Santé et des Services sociaux demandant un rehaussement du financement des OCASSS immédiat de 67 millions \$ et, en urgence, 200 millions \$ récurrents. Pour que cette lettre ait plus de poids, un plan d'action stratégique de mobilisation ainsi qu'un plan médiatique en trois phases (court, moyen et long terme) est rédigé par le comité mobilisation. La partie I se concentre sur les actions à court terme (avril-mai 2006) et recense les activités de mobilisation

régionales en lien avec les revendications visées. La partie II s'échelonne de septembre 2006 à mars 2007 et concerne autant des actions régionales que provinciales. La partie III est concentrée sur la mobilisation du 23 octobre 2007.

Plusieurs lettres ont été envoyées au ministre de la Santé et des Services sociaux, aux différents fonctionnaires, à la sous-ministre adjointe aux services sociaux, au Conseil de gestion du réseau, aux députés régionaux, au chef de l'opposition, aux présidentE-directeurTRICE-généralE des agences, et ce à la fois par la CTROCs et par les CA des TROCs/ROCs.



## PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE DE MOBILISATION PARTIE I

### ACTIONS AUPRÈS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE – LE PARTI QUÉBÉCOIS

Une rencontre entre monsieur André Boisclair, mesdames Louise Harel et Jocelyne Caron et le CA de la CTROCs a eu lieu le 12 décembre 2006. Il est important de préciser le contexte général de la matinée. Le matin même de cette rencontre, le Parti libéral du Québec annonçait qu'il allait faire adopter trois projets de loi sous le bâillon, dont le projet de loi 33 sur la privatisation partielle du système de santé et de services sociaux.

La rencontre a porté en partie sur cette nouvelle loi. Malgré cela, nous leur avons fait connaître nos préoccupations à l'égard de l'application de la politique de reconnaissance et de notre besoin urgent de financement adéquat.

Par la suite, une autre rencontre a eu lieu avec madame Caron, dans le but de préparer le contenu de sa présentation au caucus du Parti, à deux mois du déclenchement des élections provinciales.

#### *Campagne Est-ce que vos bottines suivent vos babines*

##### **Volet national : rencontre avec les députés de l'opposition**

Le but de cette campagne était d'organiser une rencontre entre les TROCs/ROCs et le CA de la CTROCs, avec le chef de l'opposition et les députéEs de l'opposition responsables de dossiers sociaux, plus particulièrement la santé, les services sociaux et l'action communautaire.

L'objectif était d'exposer la situation du sous-financement, de les informer de nos réalités régionales et leur demander de prendre position sur la consolidation et l'augmentation du financement des OCASSS.

Une première rencontre a eu lieu entre Jocelyne Caron, responsable du dossier «communautaire» au Parti québécois, Marie-Noëlle et Chantal Sullivan, le 29 mai 2006.

Le MAC Bas-St-Laurent a rencontré Solange Charest, députée de Rimouski et responsable des services sociaux, concernant leur réalité régionale et en ont profité pour aborder la question plus large du

sous-financement des organismes de notre secteur.

Vient le temps de rencontrer Jean-Pierre Charbonneau, responsable de la santé. Nous prenons rendez-vous mais hélas, il annonce son départ et est remplacé par Louise Harel. Nous miserons donc sur la rencontre avec le chef du parti.

##### **Volet régional : rencontre avec les agences régionales de santé et de services sociaux**

En plus des lettres envoyées par leur instance décisionnelle, les TROCs/ROCs rencontrent leur PDG d'Agence ou leur responsable SOC, soit par le biais d'une rencontre expressément organisée pour l'occasion ou en ajoutant un point à l'ordre du jour d'un rencontre prévue. Ces rencontres se déroulent avec l'équipe responsable de la gestion du PSOC ou avec le/la PDG afin que ces derniers soient à l'affût de nos demandes financières et en parlent au CGR. À part certaines TROCs/ROCs – qui sont en situation temporaire de déstabilisation dû à un

changement de coordination – la majorité des agences ont été rencontrées, connaissent et, pour certaines,

reconnaissent la situation précaire dans laquelle se retrouvent les OCASSS.

## PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE DE MOBILISATION ET PLAN D'ACTION MÉDIATIQUE PARTIE II Élections 2007 et campagne médiatique

Le 4 octobre, le comité mobilisation dépose, avant l'assemblée générale, un plan de mise en action qui unit le plan d'action stratégie de mobilisation et le plan de communication de la CTROCs. La priorité concerne les élections provinciales, avec actions médiatiques ciblées pour le rehaussement

du financement des OCASSS. La campagne médiatique, familièrement nommée *campagne de charme*, s'oriente, elle, sur une campagne de séduction pour augmenter notre visibilité, mieux nous faire connaître et faire la promotion de l'ACA.

### *Campagne de charme*

La *campagne de charme*, en plus des objectifs mentionnés ci-haut, impose une présence continue dans les médias, un message positif à élaborer et des outils de promotion comme une pochette de presse, un dépliant promotionnel, des textes de sensibilisation qui sont à développer, etc. Il est clair pour les membres que les deux campagnes ne peuvent se dérouler en même temps. Prévue pour une mise en application en mars 2007, la *campagne de charme* est retardée car nous sommes en élections. Notre objectif prioritaire est d'obtenir plus de financement pour les OCASSS dans le prochain budget de l'État, ce qui cible donc le gouvernement et non la population. Nous ne voulons pas mélanger les messages et, pratiquement, nous ne pouvons pas mener deux actions d'envergure de front.

En revanche, nous avons rencontré des infographistes pour des soumissions afin de mieux définir notre image corporative. Nous avons aussi rencontré une consultante en relation publique, qui nous a soumis deux propositions de slogans. Après consultation, nous en avons choisi quelques-uns. Nous les avons retravaillés après une conférence téléphonique avec la consultante le 28 mars 2007.

Au demeurant, avec la mobilisation du 23 octobre 2007, nous avons décidé de tout mettre sur la glace, le temps de renouveler le plan d'action de la CTROCs, de refaire un exercice de mise en priorité afin d'être certainE que la *campagne de charme* ne soit pas déconnectée de nos revendications à l'approche de cette manifestation du milieu communautaire en santé et services sociaux.

### Revendications dans le cadre des élections provinciales

Après consultation auprès des Tables régionales et des Regroupements d'organismes communautaires lors d'une conférence téléphonique le 1<sup>er</sup> novembre, les membres du CA et du comité mobilisation

ont statué sur une proposition d'action en gradation. Une majorité de régions étant favorable à cette proposition, le dépôt de nos revendications financières s'enclenche le 4

décembre dans le but de figurer au prochain budget de l'État 2007-2008.

**Première étape :** Lettre-type des conseils d'administration des TROCs/ROCs à l'intention du ministre de la Santé et des Services sociaux, à faire parvenir avant le 20 décembre 2006. Les 16 régions ont envoyé cette lettre.

**Seconde étape :** Lettre demandant aux agences de santé et de services sociaux d'appuyer notre demande de rehaussement financier. Certaines TROCs/ROCs n'ont pas la possibilité de faire cette demande à leur Agence.

Résultat : deux agences appuient nos revendications. Les autres lettres sont de l'ordre de la reconnaissance des besoins. En outre, la majorité des agences retournent la question au provincial, par le biais des travaux du *Comité sur la valorisation et la consolidation de l'action communautaire en santé et services sociaux*.

**Troisième étape :** Envoyer une carte postale adressée au ministre de la Santé et des Services sociaux, de la part des groupes de base lui demandant de s'engager à allouer 67 millions \$ dans le prochain budget de l'État, en cette nouvelle année qui débute.

Résultat : nous avons recueilli 2 267 cartes en provenance de 784 organismes différents. Nous avons, avec l'aide du RIOCM, déposé ces cartes le 5 février au bureau du MSSS à Montréal.

Cette action nous a valu une entrevue télévisée à TVA Canal argent, trois entrevues radio en direct la journée même, puis sept autres entrevues, tant pour la radio que pour les journaux dans les jours suivant et ce, principalement à Montréal. Le

communiqué de presse a été repris dans les nouvelles régionales de certaines régions le lendemain, entre autres en Montérégie.

De surcroît, cette action a été précédée de trois communiqués de presse qui ont été publiés dans le *Tour d'y voir* et dans les journaux locaux et régionaux.

**Quatrième étape :** Occupation du bureau de la ministre responsable de la Santé, madame Margaret F. Delisle le 13 février 2007 à Québec.

Résultat : suite à cette action, nous avons une garantie du ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, d'une rencontre à brève échéance. Une semaine plus tard, c'est le déclenchement des élections. La rencontre prévue pour le 15 mars est annulée à la dernière minute. Sur place, nous effectuons une entrevue en direct à la radio de Radio-Canada. La radio étudiante de Laval était présente. Une journaliste du journal *Le Devoir* s'engage à faire une entrevue de fond sur la situation des organismes communautaires que nous représentons.

À défaut d'avoir une rencontre avec Philippe Couillard, nous avons droit, le 27 février 2007, à un article en première page du journal *Le Devoir*. Cette nouvelle, à la une du journal, a favorisé une rediffusion dans les bulletins de nouvelles de certaines régions, entre autres à Montréal, au Centre du Québec et en Mauricie.

À cinq reprises, les TROCs/ROCs ont adapté les communiqués de presse pour les envoyer aux médias territoriaux, ce qui nous vaut une large couverture à travers le Québec.

En résumé :

7 entrevues radio en direct, principalement aux émissions du matin et du midi, dont une à la radio de Radio-Canada pendant l'occupation. Les autres entrevues sont le fait de radios communautaires.

1 entrevue télévisée en direct au Canal argent de TVA avec François Gagnon.

25 entrevues téléphoniques pour des informations complémentaires aux communiqués, ou pour avoir plus d'information sur nos actions, tant pour la radio (bulletin de nouvelles) que pour les médias écrits.

Parution : *Journal Le Métro*, la première page et un entrefilet dans *Le Devoir*, plusieurs lectures de nos communiqués aux nouvelles de fin d'après-midi, en plus des articles régionaux.

### Comité mobilisation 23 octobre

En premier lieu, il est important de spécifier que le comité mobilisation, mis sur pied en février 2006 pour travailler à l'élaboration d'un plan d'action stratégique de mobilisation et de communication pour faire des gains réels et significatifs, en lien avec les revendications des OCASSS, a été contraint à quelques transformations.

D'abord, la composition des membres a changé en mai 2006. Désormais, Carole Boucher et Christine Dubé doivent retravailler le plan d'action stratégique de mobilisation déposé par Maxime B. Laurencelle et Johanne Nasstrom, à la lumière des commentaires des membres émis lors de l'AGR. Puis, elles doivent élaborer un plan d'action médiatique inspiré du plan de communication de la CTROCs, mettre en place une *campagne de charme* et

élaborer les outils de communication tels une pochette de presse, choisir un slogan, etc.

À l'AGR de février 2007, en raison de l'organisation de la manifestation du 23 octobre, un second comité mobilisation a été créé. Le *Comité mobilisation 23 octobre* est composé de trois nouvelles personnes. Son mandat est d'intervenir pendant la campagne électorale et, surtout, d'organiser la manifestation du 23 octobre 2007. Cependant, la logique des choses fait en sorte que les deux comités ne peuvent fonctionner l'un sans l'autre. Alors une fusion s'est imposée. Nous avons donc un seul comité mobilisation qui vise à développer des actions pour augmenter notre rapport de force mais qui, à court terme, organise le 23 octobre. Un comité communication travaillera à l'élaboration des outils de communication.

### Intervention dans le cadre de la campagne électorale provinciale 2007

Tel que mentionné dans les lignes précédentes, le mandat du comité a changé et a été balisé par quatre actions :

1. Interpeller les 5 chefs ou porte-parole de partis politiques afin

qu'ils se prononcent sur nos demandes;

2. Faire en sorte que le communautaire en santé et services sociaux soit un sujet traité lors du débat des chefs retransmis à la télévision;

3. Analyser les 5 programmes électoraux et diffuser cette analyse auprès des TROCs/ROCs et de leurs membres;
4. Rencontrer les candidats des différents partis afin qu'ils prennent des engagements favorables aux organismes communautaires en santé et services sociaux.

Interpeller les 5 chefs ou porte-parole de partis politiques afin qu'ils se prononcent sur nos demandes

Une lettre, adressée aux 5 chefs de partis, a été envoyée le 8 mars. La lettre reprend l'état de situation et les demandes exprimées par la CTROCs dans ses récentes communications. Nous avons demandé aux chefs de prendre position sur nos demandes et transmettre leurs réponses (ou absence de réponse, le cas échéant) à la CTROCs pour diffusion auprès de tous les groupes communautaires.

Faire en sorte que le communautaire en santé et services sociaux soit un sujet traité lors du débat des chefs retransmis à la télévision

Il est difficile d'atteindre cet objectif parce que le communautaire en santé et services sociaux ne fait présentement pas partie d'un sujet d'actualité.

Une courte lettre a été transmise aux médias, aux partis politiques ( le PC, l'ADQ, QS et le Parti vert). L'objectif est qu'une question sur la situation des groupes communautaires en santé et services sociaux soit posée, soit par un journaliste, soit par un des chefs de parti.

Analyser les 5 programmes électoraux et diffuser cette analyse auprès des TROCs/ROCs et de leurs membres

Nous convenons, en tenant compte de notre mandat, de nos mandataires (rehaussement du financement à la mission et organismes communautaires intervenant en santé et services sociaux) et du peu de temps dont nous disposons, de faire une analyse des programmes à partir de la recherche des informations suivantes formulées en question :

- . Est-ce que le programme contient des engagements ayant une incidence directe sur les groupes communautaires ?
- . Est-ce que le programme contient des engagements ayant une incidence directe sur les groupes communautaires en santé et services sociaux ?
- . Quels sont les engagements portant sur la santé et les services sociaux (réseau public, privatisation, facturation de l'utilisateur, priorité des problématiques, etc.) ?

Le document contenait les extraits des programmes répondant à notre recherche d'information ainsi qu'une succincte analyse pour faciliter la compréhension des différents engagements électoraux nous concernant.

Rencontrer les candidats des différents partis afin qu'ils prennent des engagements favorables aux organismes communautaires en santé et services sociaux

Cet élément du mandat revient aux TROCs/ROCs et aux groupes en région.

## Rencontre avec le ministre Couillard

Le 23 février, dix jours après l'occupation, nous n'avons toujours pas de date de proposée pour une rencontre avec le ministre Couillard. Après plusieurs appels au cabinet du ministre, une date de rencontre est confirmée le 6 mars pour une rencontre avec le ministre le 15 mars. Cette rencontre sera annulée à la dernière minute.

Entre-temps, le comité mobilisation tient une conférence téléphonique le 28 février et entreprend des actions afin d'organiser une seconde occupation de bureau le vendredi 2 mars. Les délais sont trop courts pour que les membres s'investissent, alors le comité

se replie sur une conférence de presse le 13 mars, journée du débat des chefs devant le parlement avec les membres du ROC-03 rassemblés en AGA cette journée-là. Cependant, l'AGA des membres du ROC-03 a été annulée à une semaine d'avis. Ce qui implique que nous devons mobiliser les TROCs/ROCs en un trop court laps de temps pour que l'action se réalise. Alors, le comité convient de ne pas tenir cette action.

Malgré les efforts pour organiser une action en riposte au refus du ministre Couillard de nous rencontrer, les événements font que ces actions ne se tiendront pas.

### Dates

Une rencontre PQ : le 12 décembre 2006

Deux rencontres Jocelyne Caron : le 29 mai 2006 et 24 janvier 2007

Treize conférences téléphoniques du comité mobilisation : le 26 mai et le 19 juin 2006, le 14 et 21 septembre 2006, le 19 et 30 octobre 2006, le 13, 17 et 21 novembre 2006, le 6 décembre 2006, le 15 janvier 2007, le 1<sup>er</sup> février et 28 mars 2007

Trois rencontres du comité mobilisation : le 31 août et le 2 octobre 2006 et le 12 février 2007

Deux conférences téléphoniques du comité mobilisation 23 octobre : le 28 février et 7 mars 2007

Deux rencontres du comité mobilisation 23 octobre : 23 février et 15 mars 2007

Deux rencontres soumission graphique (dépliant et pochette de presse) : 16 novembre 2006 et 1<sup>er</sup> février 2007

Deux rencontres-conseil pour l'occupation : 18 et 20 décembre 2006

## OBJECTIF

### FAIRE L'ANALYSE DES RELATIONS ET DU RÔLE SOUHAITÉ PAR LES TROC/ROCS FACE AU CSSS

#### **Recensement des positions des régions dans leur rôle d'interlocuteur des CSSS**

Nous avons décidé, au CA du 18 janvier, d'élaborer un questionnaire pour les membres afin de recenser l'état d'avancement des positions des régions, notamment dans leur rôle d'interlocuteur auprès des CSSS. Mais, comme notre priorité se concentre sur le rehaussement du financement, comme nous devons faire des choix, n'ayant pas les ressources pour appliquer intégralement le plan d'action,

nous avons choisi de reporter cette consultation et, par le fait même, cette analyse de notre rôle souhaité face aux CSSS.

#### **Débattre des liens souhaités entre les CSSS et les TROC/ROCs et interpellier la TNDC sur les positions qui émergeront de ce débat**

Aucune activité n'a été entreprise sur ce point.

## OBJECTIF

### RENFORCER ET AFFIRMER UN VÉRITABLE RAPPORT DE FORCES AUPRÈS DU MSSS ET DE SES INSTANCES

#### **Organiser une journée de formation et d'appropriation des critères d'ACA et de leur application dans le cadre du PSOC**

Cette journée était en lien avec la tournée des régions. Comme cette action n'a pas eu lieu faute de budget, la journée d'appropriation n'a pas eu lieu non plus, ni en 2005-2006 ni en 2006-2007.

#### **Réaliser une tournée des régions et procéder à l'élaboration d'un projet de mobilisation dans le cadre de cette tournée**

Nous devons, dans cette tournée, promouvoir et défendre l'ACA ; élaborer une plate-forme de revendications financières à la mission ; susciter la mobilisation pour l'obtention du financement à la mission des OCASSS et accroître la visibilité de la CTROCs. Aussi important soit-il, cet objectif n'a malheureusement pas été réalisé, faute d'argent. L'estimation totale de cette activité se chiffre à 63 000 \$ dont 10 000 \$ provenaient du Secrétariat à l'action

communautaire autonome (SACA), 20 000 \$ de la part des membres de chacune des régions et 50 000 \$ de la part du Ministre de la Santé et des Services sociaux. Comme le SACA n'était pas au rendez-vous, comme le maximum que nous pouvions recevoir en provenance du « discrétionnaire » du MSSS était 25 000 \$, comme le MSSS ne pouvait allouer de financement pour l'année suivante et que nous avons reçu les sommes seulement en novembre 2005 (le début de la tournée était prévue pour septembre 2005), la tournée des régions dans sa forme initiale a été mise de côté.

En contrepartie, nous avons quand-même réalisé deux projets avec le 25 000 \$ versé par le MSSS, le premier étant l'élaboration, par une professionnelle, du plan de communication de la CTROCs, une demande de longue date de la part des membres. Le second étant le soutien aux régions dans l'élaboration d'outils, de cadre de collaboration ou autres afin de faire face à la nouvelle réforme dû à l'arrivée de la loi 25.

## OBJECTIF

### SENSIBILISER LA POPULATION À LA CONTRIBUTION ET À LA RÉALITÉ DES OCASSS

#### **Accroître la visibilité de la CTROCs et des OCASSS en appliquant notre plan de communication**

##### **Plan de communication de la CTROCs**

Le 19 mai, la CTROCs adopte un plan de communication qui a pour but de faire connaître au grand public : l'action communautaire ; l'action communautaire autonome ; les organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux et la Coalition des TROCs.

Les objectifs sont de : susciter une couverture de presse sur le travail et l'apport concret des OCASSS ; susciter, dans un deuxième temps, une couverture de presse positive et nationale sur les revendications de la CTROCs ; améliorer la connaissance et la perception du grand public à l'égard des OCASSS ; continuer à positionner la CTROCs comme un interlocuteur national important ; améliorer la connaissance des actions de la CTROCs auprès de tous les publics internes. À l'origine, cette campagne est informative, positive et arrimée avec les régions. En ce sens, pour que l'information soit relayée dans les régions et que le plan de communication ait un sens et un poids,

l'action mobilisatrice s'appuie sur la tournée des régions.

Selon l'échéancier, nous préparons le matériel publicitaire et prenons contact avec les médias à partir du mois de juin jusqu'en octobre 2005, pour que débute la tournée des régions en novembre 2006. N'ayant plus de projet mobilisateur et sans financement adéquat pour appliquer ce plan intégralement, nous sommes contraints de suspendre sa mise en action.

Néanmoins, en mai 2006, le plan de communication reprend de la vigueur car un plan d'action stratégique de mobilisation et un plan d'action médiatique est élaboré. Alors, le plan de communication prend son ampleur en ficelant le plan de mobilisation par une campagne médiatique pour le rehaussement du financement des OCASSS, budget et élections provinciales en vue.

Par ailleurs, tel que mentionné précédemment, l'application du plan de communication était assurée par une *campagne de charme* s'adressant à la population. Cependant, faute de temps et d'argent, elle est à son tour mise de côté.



OBJECTIF

FAVORISER LA COLLABORATION, L'ÉCHANGE ET L'IMPLICATION DES RÉGIONS

**Préciser le rôle et le mandat de la porte-parole**

Cette étape a été franchie lors de l'AGR d'octobre 2005. C'est à ce moment que la décision a été prise de remettre la responsabilité de la porte-parole à la charge de la coordination.

**Mettre en application les recommandations issues des travaux du comité sur le fonctionnement**

À cet effet, le modèle « coalitif » est encore en période d'adaptation. Une première évaluation par le CA est prévue pour le mois de juin.

En ce qui a trait aux règlements généraux, le comité a procédé à l'uniformisation des règlements généraux qui seront adoptés lors de l'AGA en mai. La proposition de modification a été déposée le 30 janvier 2007.

**Établir les canaux de communication entre les différentes instances et ressources de la CTROCs**

Un aide-mémoire courriel a été présenté en février 2006 et rapidement mis en application. Une évaluation a lieu au mois de mai suivant et des ajustements sont mis en application. Depuis ce temps, la majorité des régions et des personnes applique le code de communication courriel.

Tout au long de l'année, plus de 35 consultations courriels ont été envoyées aux

membres afin de prendre connaissance des réalités régionales, de connaître leurs besoins et leurs attentes. Sans compter les nombreuses consultations auprès du CA et les divers comités.

La participation de la coordination aux AGA du ROCL, de la TROC CQ/M, de la CDC Laval, de la TROCL, de la TROCM, du ROC-03 et du RIOCM à l'automne 2006 a aidé cette dernière à mieux connaître les activités particulières de la région, les orientations, les actions encourues durant l'année et surtout les membres et leurs attentes. Aussi, cela a permis aux groupes de base de mettre un visage sur la CTROCs.

**Développer et proposer des outils aux membres afin de les soutenir dans leur implication à la CTROCs**

Le bulletin FLASH info est un outil d'information pouvant susciter davantage l'adhésion des membres aux actions de la CTROCs. En 2006, il y a eu trois parutions de ce bulletin. Il est plutôt ardu de suspendre tout suivi pendant les deux jours de rédaction. D'autant plus que l'information est inégale d'un mois à l'autre. En contrepartie, les membres reçoivent beaucoup d'information via le courriel, et ce de façon régulière. Cette voie est privilégiée pour le moment car elle est plus rapide.

L'aide aux régions, qui subvient par intermittences et sans prévoir, permet de les soutenir dans leurs actions régionales : que ce soit au niveau des négociations avec l'Agence, par besoin d'information, pour

recevoir un document, pour faire passer l'information d'un comité ou d'une instance à l'autre, etc.

Précédant chaque rencontre nationale, une tournée téléphonique des régions est effectuée afin de prendre connaissance des attentes et besoins des membres face aux sujets et orientations proposés par le CA.

La participation des régions aux activités de la CTROCs est très inégale. Plusieurs TROCs/ROCs ont des finances précaires, ce qui entraîne un roulement de personnel. Lorsque nous n'avons pas les moyens de donner un salaire et des conditions de travail décentes, ajoutons à cela une surcharge de travail, les employéEs et coordinations des TROCs/ROCs ne peuvent demeurer en emploi.

Entre mai 2005 et mars 2007, sept TROCs/ROCs sur seize ont subi un changement au niveau de la coordination. C'est près de la moitié. Deux d'entre elles

ont subi plus d'un changement de coordination dans la même période. En ne comptant pas les changements de coordination, il faut ajouter des changements au niveau de l'équipe de travail. Cinq TROCs ont ainsi fait face à des changements. Bien entendu, un changement de coordination implique des modifications au niveau de l'équipe mais même sans changement à la coordination, du personnel a quitté son emploi dans ces regroupements. De ce nombre, trois congés maternités et une mise à pied économique temporaire.

Par ailleurs, cinq autres TROCs/ROCs ont bénéficié d'un ajout de personnel. Cet ajout est dû à un contrat temporaire avec une agence ou une instance de développement, grâce à un surplus accumulé ou un programme d'insertion. Pour les "privilégiés de ce monde", une TROC a bénéficié d'un ajout de financement de la part de l'agence.

### Dates

Trois rencontres nationales (AGA et AGR) : les 16, 17 et 18 mai 2006 Baie-Comeau Côte-Nord, les 3, 4 et 5 octobre 2007 St-Marc-sur-Richelieu Montérégie, les 13, 14 et 15 février 2007 Capitale nationale.

Deux conférences téléphoniques des membres : 28 juin et 1<sup>er</sup> novembre 2006

### OBJECTIF

#### OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Un changement de coordination est survenu en cours de route. Le départ du coordonnateur au début du mois de décembre 2005 laisse la CTROCs sans permanence jusqu'en février 2006. Une

période d'adaptation d'environ trois mois est nécessaire pour la nouvelle personne, en plus d'un besoin d'une année afin de maîtriser les dossiers.

## OBJECTIF

### AUGMENTER LES RESSOURCES FINANCIÈRES DE LA CTROCS

Des représentations ont été faites auprès du MSSS afin d'obtenir un budget discrétionnaire, accordé à l'automne 2006. Une somme de 10 000 \$ a permis de combler le déficit appréhendé.

Des représentations ont aussi été faites auprès de l'équipe administrative

responsable de la réception des demandes des regroupements nationaux au MSSS. Nous avons chiffré notre demande financière supplémentaire à 89 000 \$. Les demandes de crédits sont faites mais tant que le budget n'est pas connu, le financement des regroupements ne l'est pas non plus.

### OBJECTIF

CRÉER ET MAINTENIR DES ALLIANCES DANS LA PERSPECTIVE DE FAIRE AVANCER LES REVENDICATIONS DES OCASSS

#### **Participer à titre d'interlocuteur national auprès d'instances extérieures**

##### Comité aviseur de l'action communautaire autonome

Représentant officiel : Richard Sévigny  
Substitut : Coordonnatrice

Le représentant et la substitut ont participé, le 24 mai 2006, à l'AGA du CAACA. Par la suite, il a été possible de participer à 3 rencontres du conseil d'administration. Les principaux enjeux de ces rencontres tournaient soit autour de la préparation du congrès, soit du suivi des résolutions adoptées à ce même congrès.

Nous avons participé au congrès du CAACA les 23 et 24 octobre 2006. Six délégués ont porté les positions de la CTROCs. Ces délégués sont : MarieRenée Tremblay, Marie-Noëlle Girard, Johanne Nasstrom, Richard Sévigny, Nathalie Lagacé et Chantal Sullivan.

Notre proposition principale lors de ce congrès était de revoir la composition et la structure de représentation du CAACA. Elle a été acceptée, et la CTROC a manifesté son intérêt de participer aux travaux du comité structure et communication. Ce comité doit faire des propositions d'application de cette résolution dans les prochains mois. Entre-temps, une politique d'implication sociale du CAACA et de représentation des regroupements et des secteurs est proposée. Cette démarche doit

se finaliser lors de l'Assemblée générale annuelle du CAACA en mai 2007. Quelques mots en terminant, afin de préciser que l'impression générale qui se dégage des travaux du CAACA reflète une nouvelle volonté de concertation où la confrontation semble moins présente. Mais la poursuite des travaux permettra au/à la prochainE déléguéE de mieux évaluer tout cela.

##### Coalition solidarité santé

La coordonatrice est responsable de représenter la CTROCs à la CSS. Elle a participé aux grandes rencontres des 14 juin, 20 septembre 2006 et 17 janvier 2007; au comité Loi 33 et action politique les 23 août, 6 septembre, 11 octobre 2006; à deux conférences téléphoniques le 13 septembre et le 13 novembre et au comité réingénierie le 15 novembre. Faute de temps, les activités du printemps n'ont pas été suivies.

Les principales actions se sont déroulées autour de l'adoption du projet de loi 33 portant sur la privatisation du système de santé et de services sociaux. Ceci fait suite à la consultation du MSSS sur le livre blanc intitulé *Garantir l'accès, un défi d'équité, d'efficacité et de qualité*. Ce dernier est une réponse à l'Arrêt Chaoulli rendu public en juin 2005 par la Cour suprême donnant un an au Québec pour régler le cas des longues listes d'attente. Les actions se sont centrées sur l'analyse des répercussions de cette loi, sur la rédaction d'un mémoire, l'organisation de deux conférences de presse et

l'élaboration d'un plan d'action pour l'année 2007.

### Réseau de vigilance<sup>1</sup>

Johanne Nasstrom a participé à près de 15 rencontres au cours de deux dernières années. La première année a été plutôt centrée sur le dossier de la santé et des services sociaux. À cet effet, la représentante a participé à l'organisation d'une manifestation contre la privatisation du système de santé et de services sociaux et les répercussions du projet de loi 33.

Le Réseau de vigilance portait, au courant de la seconde année, davantage une préoccupation de lutte contre la pauvreté. Deux manifestations ont eu lieu afin de porter publiquement les revendications du Réseau de vigilance. Une manifestation a été organisée pour la rentrée parlementaire provinciale en mars 2007 et une seconde à Montréal, dans le cadre de la Conférence *Promesses du Millénaire*. Nous avons également participé à trois conférences de presse et à l'élaboration de plusieurs communiqués dénonçant les déficits démocratiques, environnementaux et sociaux. Nous avons aussi appuyé trois déclarations communes.

### Réseau de formation Albert-St-Martin

Maxime B. Laurencelle a participé à une rencontre en février dont l'objectif premier était de monter et de donner une formation pilote sur l'implication sociale.

---

<sup>1</sup> Étant donné que le rapport de cette représentation n'avait pas été comptabilisé dans le rapport annuel de l'an 2005-2006, nous comptabilisons ici deux années de représentation.

### Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

Il n'y a aucune représentante officielle, mais les relations et une communication assidue entre les deux regroupements sont nécessaires. Les deux coordinations sont soucieuses de cette bonne entente et ont régulièrement des conversations téléphoniques ou des rencontres.

Par surcroît, les travaux sur l'harmonisation des pratiques administratives nous rapprochent. Nous pouvons aussi constater une amélioration des rapports entre les deux regroupements et, par le fait même, une diminution des tensions, ce qui est très apprécié. Une rencontre de préparation a lieu avant toutes les rencontres avec le MSSS et deux rencontres conjointes ont été tenues le 1<sup>er</sup> mai et le 16 octobre 2006 avec les déléguées au Comité valorisation et consolidation de l'action communautaire en santé et services sociaux.

**ORGANISATION DU TRAVAIL**

COMITÉS	MANDAT ET RENCONTRES	MEMBRES ET RESPONSABLES
<p style="text-align: center;"><b>Comité sur le fonctionnement</b></p>	<p>Mandat : <i>évaluer l'application du nouveau modèle de fonctionnement et faire les recommandations nécessaires</i></p> <p>Les règlements généraux ont été travaillés pour les adapter au nouveau mode de fonctionnement</p> <p>Rencontres : plusieurs conversations téléphoniques et courriels échangés entre les deux personnes</p>	<p>Carole Boucher Nathalie Lagacé</p>
<p style="text-align: center;"><b>Comité mobilisation</b></p>	<p>Mandat : <i>élaborer un plan d'action stratégique de mobilisation et un plan de communication pour faire des gains réels et significatifs en lien avec les revendications des OCASSS</i></p> <p>Rencontres : 16 et 30 mars 2006</p> <hr/> <p>Mandat : <i>retravailler le plan d'action stratégique de mobilisation et le plan médiatique à la lumière des commentaires des membres émis lors de l'AGR de mai 2006. Le comité doit entreprendre une démarche pour établir une ligne directrice de communication. Ce qui veut dire mettre en place une campagne de charme et élaborer les outils de communication tels une pochette de presse, choisir un slogan, etc.</i></p> <p>Rencontres : voir l'encadré dans la section <i>Réalisation Plan d'action stratégique de mobilisation et plan d'action médiatique</i></p> <hr/> <p>Organiser une manifestation nationale à Québec le 23 octobre 2007 portant sur la reconnaissance et le rehaussement du financement à la mission de tous les organismes communautaires en santé et services sociaux</p> <p>Proposer des actions de mobilisation des organismes communautaires dans les régions visant une forte participation à la manifestation du 23 octobre à Québec</p> <p>Intervenir dans le cadre de la campagne électorale provinciale</p> <p>Rencontres : voir l'encadré dans la section <i>Réalisation Plan</i></p>	<p>De février à mai 2006 :</p> <p>Johanne Nasstrom Maxime B. Laurencelle</p> <hr/> <p>De mai 2006 à février 2007 :</p> <p>Carole Boucher Christine Dubé</p> <hr/> <p>Février 2007 :</p> <p>Renaud Baudry Johanne Wagner Johanne Nasstrom Carole Boucher</p>

	<i>d'action stratégique de mobilisation et plan d'action médiatique</i>	
<b>Déléguées au Comité sur la valorisation et la consolidation de l'AC en SSS</b>	Mandat : <i>revoir et discuter de recommandations guidant les pratiques administratives du ministère et des agences liées au soutien financier et à la reddition de comptes.</i>	Chantal Sullivan, déléguée depuis mai 2006 Linda Déry, déléguée depuis mai 2004 Évelyne Langlois, déléguée depuis février 2007 Marie-Noëlle Girard, déléguée et porte-parole depuis février 2006 Sylvie Tremblay, substitut depuis février 2007 France Neveu, substitut depuis février 2007  MarieRenée Tremblay, déléguée et porte-parole mai 2004 à décembre 2006
<b>Comité sur la reddition de comptes</b>	Mandat : <i>comité formé afin de tracer des balises de reddition de comptes dans l'optique de :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>. <i>Baliser la reddition de comptes liée au financement à la mission</i></li> <li>. <i>Préserver le rapport d'activités annuel en tant que principal outil de reddition de comptes</i></li> <li>. <i>Outiller les groupes dans le respect de leur autonomie</i></li> </ul> <p>Rencontres : 10 juin 2005 à Québec; 28 juin 2005 à Laval Conférences téléphoniques : 13 septembre 2005, 17 mars et 26 avril 2006 Aucune rencontre en 2007 car les travaux ont pris fin à la fin avril 2006</p>	Suzye Bernier, déléguée au comité tripartite avec le MSSS
<b>Comité communication</b>	Mandat : <i>voir à l'application du plan de communication en fonction des disponibilités financières de la CTROCs</i>  Rencontres : voir l'encadré dans la section <i>Réalisation Plan d'action stratégique de mobilisation et plan d'action médiatique</i>	Carole Boucher Christine Dubé
<b>Comité ad hoc communication courriel</b>	Mandat : <i>initier une méthode de communication courriel qui soit adaptée à notre mode de fonctionnement</i>  Rencontres : plusieurs conversations téléphoniques et courriels échangés entre les deux personnes	MarieRenée Tremblay Nathalie Lagacé
<b>Comité ad hoc Fondation Chagnon</b>	Mandat : <i>en février 2007, un comité est formé afin de bien évaluer la situation dans les régions, analyser les enjeux de façon globale et recommander des actions à entreprendre s'il y a lieu.</i>  Conférences téléphoniques : une conférence téléphonique	Chantal Sullivan Sébastien Rivard Johanne Wagner

	dans le but de s'entendre sur les actions à mener dans un premier temps, de déterminer un plan de travail et de développer un outils de cueillette de données envoyé aux membres le 16 avril 2007	
--	---	--

<b>Conseil d'administration</b>	<p>Veiller à la saine gestion de la CTROCS, assurer les suivis, gestion des ressources humaines et prendre les décisions entre les Rencontres nationales</p> <p>Rencontres physiques : 4 juin, 12 juin, 11 et 12 septembre, 27 et 28 novembre 2006, 18 janvier et 15 mars 2007</p> <p>Conférences téléphoniques : 5 et 22 septembre 2006</p> <p>Comité de travail : 20 décembre 2006</p>	<p>Bernard Poirier : mai 2005 à mai 2006</p> <p>Johanne Nasstrom : février 2005 à mai 2006 renouvellement mai 2006 à mai 2008</p> <p>Maxime B. Laurencelle : mai 2004 à mai 2006 renouvellement mai 2006 à mai 2008</p> <p>Richard Sévigny : Mai 2005 à mai 2007</p> <p>Nathalie Lagacé : Octobre 2006 à mai 2006</p>
---------------------------------	--	---